



## **Déclaration préalable – CSA A du 18 janvier 2023**

Monsieur le Recteur,  
Madame la Secrétaire Générale,  
Mesdames et Messieurs les membres du Comité Social d'Administration de  
l'Académie de Rennes,

Conformément à la tradition, l'**UNSA Éducation** vous adresse ses meilleurs vœux pour cette année 2024 ainsi qu'à tous les personnels du service public d'Éducation de l'Académie de Rennes, et ils vont en avoir bien besoin...

Remarquez, depuis début janvier, on leur promet d'en exaucer beaucoup !

Après quelques mois de communication populaire, bien plus en faveur du grand public que pour ses personnels, et cela lui a réussi, M. ATTAL a quitté le ministère de l'Éducation pour devenir Premier ministre. « Plus belle la vie » en quelque sorte...

Après une longue réflexion, une nouvelle ministre a été nommée. Il est vrai que l'année des JO à Paris, créer un ministère de la jeunesse et des sports, des JO et Jeux paralympiques et de l'Éducation nationale, interroge quelque peu.

A peine nommée notre ministre n'a pas trouvé mieux que de dénigrer notre école publique, des propos inacceptables qui font beaucoup de mal à notre service public d'Éducation et à ses personnels.

Puisque le premier argument pour aller dans le privé était soi-disant un problème de non-remplacement dans le public, il est utile de rappeler que dans son rapport en 2021, la Cour des comptes pointait que les enseignants sont les agents de la Fonction publique qui sont les moins absents, et encore moins comparé au privé.

Pour l'**UNSA Éducation**, fortement investie et combative pour la défense du service public d'Éducation, la seule réalité de l'école publique c'est qu'elle ne peut attendre !

Pour ce qui est des perspectives à venir pour ses personnels, nous craignons que ce sera « Mission Impossible ».

Vous nous direz, ces petites phrases ô combien assassines sont portées depuis de nombreuses années... Est-il utile de rappeler les propos d'un ancien président qui disait faire plutôt confiance à un curé qu'à un instituteur pour son enfant ? Inutile de commenter quand on connaît les divers scandales que l'on a découverts depuis.

La dernière salve de vœux a été faite avant-hier par le Roi, pardon Président de la France, lors d'une conférence de presse et/ou d'autosatisfaction. Le problème est que ses vœux portaient sur ses projets pour l'école en 1924 or nous sommes en 2024, il me semble. A moins qu'il ne sorte de la « quatrième dimension », comment peut-il être aussi déconnecté de la réalité de nos écoles et faire des propositions totalement décalées qui ne rassurent que la partie de la population la plus réactionnaire. À l'**UNSA Éducation**, nous qui dénonçons régulièrement les conditions de travail des personnels, des violences de plus en plus subies par nos collègues enseignants, nous n'osons imaginer comment les milliers de collègues qui y sont confrontés ont pu ressentir ces propos totalement déconnectés du Président...

Ce n'est pas d'uniforme, de Marseillaise, de méthode ou programme magique, de remise de diplômes, j'en passe et des plus mauvaises idées démagogiques, dont ont besoin nos élèves. Il manque la blouse grise et le bonnet d'âne, cela va sûrement arriver...

Il est utile de rappeler que nos élèves ont une vie en dehors de l'école et que ce dont un nombre certain a besoin, c'est d'avoir un logement correct, d'être chauffé, d'avoir à manger, d'être protégé, sans oublier des soins ou des prises en charges médico-sociales... Nous pourrions ajouter des maîtres G, des personnels médicaux et sociaux en nombre suffisant, des AED et AESH supplémentaires et mieux rémunérés... Sans oublier une médecine des personnels digne de ce nom et une rémunération correcte pour tous les personnels de l'Éducation...

Quant à restaurer l'autorité, elle ne se décrète pas, elle se travaille et pour cela, il faut des personnels en nombre conséquent, tout comme pour la sécurité et le harcèlement.

Nous avons eu de nombreux retours de collègues choqués, en colère, écœurés, désabusés par ces annonces presque insultantes quand on connaît le quotidien de nombre d'entre eux. Et leurs alertes répétées pour leurs élèves qui restent sans réponse et en souffrance...

À croire que notre Président était « perdu dans l'espace » puisqu'il aborde la problématique de l'École comme si c'était sa priorité, alors qu'il est au pouvoir depuis 2017 nous semble-t-il... Et dans son amnésie il semble aussi avoir oublié l'important nombre de postes supprimés ces dernières années et cela va continuer, nous en reparlerons tout à l'heure pour la future carte scolaire.

Ces derniers jours ont aussi profondément marqué nos collègues du Service Public d'Éducation breton qui vivent au quotidien la concurrence déloyale du privé que **l'UNSA Éducation** dénonce depuis des années.

Le Président a défendu le droit des parents de choisir leur enseignement, pour **l'UNSA Éducation** il est indispensable de rappeler que cet argent public, qui bénéficie directement au privé, serait bien utile au Service Public d'Éducation.

Et si nous parlons d'injustice, c'est parce qu'ils ont clairement le beurre et l'argent du beurre.

Dès 2020, le CNAL- dont **l'Unsa Éducation** est membre - avait soumis une demande à la Cour des comptes pour que le coût global du privé sous contrat soit connu. Depuis, rien n'a été fait pour connaître précisément les dépenses des collectivités territoriales ainsi que les crédits fiscaux alloués aux donateurs des fondations qui financent des établissements privés.

Un récent rapport de la cour des comptes confirme tout de même ce que nous dénonçons, que ce soit sur la non-mixité sociale ou le financement par ailleurs non contrôlé par les rectorats. Et l'enquête sur l'école élitiste privée Stanislas aussi, en ce qui concerne le financement, entre autres...

L'enseignement privé est clairement favorisé ces dernières années, d'autant plus que depuis la loi de la transformation de la Fonction publique, notre Service Public d'Éducation subit un démantèlement qui s'intensifie et une fragilisation qui entraîne une fuite vers le privé.

Un des projets du duo Macron-Attal est de faire des groupes de niveaux, mais globalement ils existent déjà en Bretagne, avec des établissements privés accueillant des élèves socialement bien plus favorisés. Les ISP étant un indicateur interne du ministère, qu'il a tardé à diffuser... Cela promet pour la rémunération au mérite, si elle se fait en fonction des résultats des établissements...

Lorsque M. ATTAL a utilisé les résultats de PISA pour lancer ses futurs projets, il a omis de dire que c'est d'abord l'origine sociale des élèves qui détermine les résultats. Dans notre pays, les élèves issus de milieux socio-économiques favorisés ont obtenu des

résultats, en mathématiques, supérieurs de 113 points à ceux des élèves défavorisés. Il s'agit de l'un des plus importants écarts liés aux milieux socio-économiques (écart moyen parmi les pays de l'OCDE de 93 points).

Et que dire de la pénurie de personnels et de ses conséquences ? La France est en tête des pays de l'OCDE concernant le manque d'enseignants !

Les mêmes manques sont également soulignés concernant les personnels non enseignants qui affectent aussi la qualité des enseignements. Là aussi la France est au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

Triste constat mais réel et l'**UNSA Éducation** ne cesse de le dénoncer.

Dans le même ordre d'idée, il est à noter que la plupart des enfants ayant des troubles du comportement sont dans le public, le privé ne se gênant pas pour les refuser. En revanche, elle accueille les bras grands ouverts les parents qui fuient la violence non résolue de certains élèves.

D'ailleurs, parmi les écoles publiques qui subiront des fermetures de classes, certaines seront dues à une fuite des parents pour les raisons invoquées précédemment.

Cela nous amène à parler de la préparation de la rentrée prochaine qui est le sujet du CSAA de ce jour.

Du fait de la dotation ministérielle c'est donc vous, Monsieur le Recteur, qui présenterez vos futurs et douloureux vœux aux personnels du Service Public d'Éducation de notre Académie.

Et nous serons très loin des « jours heureux » du duo Macron-Attal et de leur exigence des savoirs. Bien évidemment tous les enseignants souhaitent que leurs élèves progressent mais une grande partie d'entre eux souhaite simplement et surtout pouvoir faire classe, dans des conditions correctes.

Et quoi qu'en disent les discours ministériels, ce ne sera pas possible avec cette nouvelle forte vague de suppressions qui va toucher notre Académie qui succède à une année déjà bien douloureuse.

En partant sur une base de -55 postes dans le 1er degré et 80 emplois supprimés dans le second degré, comment oser prôner l'exigence des savoirs ?

Pour l'**UNSA Éducation**, certes la démographie diminue, dans une proportion moindre cette année, mais dans le même temps le nombre d'élèves qui ont des troubles du comportement augmente fortement dans nos écoles et établissements publics.

Cette difficile réalité de notre territoire où la situation est particulièrement insupportable, avec une focale indispensable sur le manque de places en établissements spécialisés qui impacte toute l'Académie, et encore plus l'Ille et Vilaine, n'est assurément pas prise en compte par cette dotation.

Le remplacement a été un sujet médiatique ces derniers jours s'il en est, lorsque l'on supprime autant de moyens, il ne pourra pas être amélioré...

Autre priorité de notre territoire : le bilinguisme. Depuis de nombreuses années, l'**UNSA Éducation** réclame une dotation spécifique qui devrait aller de pair avec une priorité affichée.

Mais comme très souvent dans l'Éducation, tout se fait à moyens constants. Pour ouvrir des classes bilingues et monolingues, il faudra donc fermer encore plus de classes, l'affichage du départ étant donc bien un leurre médiatique, bien loin de la réalité...

Et cette année, comme si cela ne suffisait pas, chaque département va bloquer 5 postes pour les besoins en formation bilingue (là encore majoritairement dans nos écoles publiques) ... Il faudra donc ajouter 20 fermetures supplémentaires de classes ? Nous n'osons y croire et pourtant...

Pour l'**UNSA Éducation**, plutôt que de faire de l'affichage avec l'excellence des savoirs, nos président-ministres, on ne sait plus qui porte ce sujet, devraient déjà prioriser l'excellence des moyens suffisants et ne pas mentir en indiquant que l'école est la priorité. Si elle l'était réellement, pour que nos élèves progressent, la base serait que l'on ne supprime pas ces postes.

D'ailleurs, pour l'**UNSA Éducation**, rien que pour faire face au nombre préoccupant d'enfants qui ont des troubles du comportement, on ne devrait pas fermer de postes.

Une note de la DEPP (et donc du ministère) a confirmé l'année dernière que la France a la moyenne par classe la plus élevée de l'Union Européenne pour les écoliers (3 de plus que l'ensemble de l'Union européenne, 5 de plus que les pays ayant la plus faible moyenne). Et c'est pire dans les collèges puisqu'avec 26 élèves de moyenne par classe, la France a 5 élèves de plus que l'Union Européenne et 9 de plus que le pays à la plus faible moyenne...

Nous terminerons en indiquant que ce début d'année et ces annonces présidentielles démagogiques et réactionnaires ne provoqueront sûrement pas de choc d'attractivité...

Nous vous remercions de votre attention.